

# LES ECHOS

## DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

ANNEE 2 • NUMERO 4 • JANVIER-FEVRIER-MARS 2017



Nations Unies  
MADAGASCAR

## RETRAITE DE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES, 18-19 JANVIER 2017, TOLAGNARO

L'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar a tenu sa retraite annuelle à Tolagnaro, la capitale de la Région Anôsy, les 18 et 19 janvier 2017.

Ces deux jours de discussions et d'échanges ont permis aux agences du Système des Nations Unies (SNU) de passer en revue le contexte politique, social et économique national et l'environnement international afin d'évaluer les résultats atteints en 2016 et de mettre en perspective les évolutions indispensables pour mieux accompagner le pays face aux différents défis qu'il rencontre.

La cérémonie de clôture de la retraite, organisée le 20 janvier, a vu la présence du Premier Ministre, accompagné du Ministre de l'industrie et du développement du secteur privé et du Ministre de la pêche et des ressources halieutiques. A cette occasion, outre les discours d'usage du Premier Ministre et du Coordonnateur résident du SNU, une présentation des conclusions de la retraite, mettant en exergue les axes prioritaires d'action et les engagements du SNU ainsi que les principales recommandations a été faite.

*Lire la suite à la page 2*



Photo de famille de l'Equipe-pays des Nations Unies avec le Premier Ministre et deux membres du gouvernement. 20 janvier 2017, Fort-Dauphin (photo BCR Madagascar)

### Dans ce numéro :

**Retraite annuelle de l'Equipe-pays  
des Nations Unies**

page 1

**Signature des Plans de travail conjoints  
entre le gouvernement de Madagascar  
et le Système des Nations Unies**

page 3

**Retraite annuelle de  
l'UN Communication Group (UNCG)**

page 5

**Célébration de la Journée  
internationale de la femme**

page 6

**Activités saillantes du trimestre**

- UNOCHA page 7

- CINU page 9

- HCDH page 10

Consultez notre site web  
pour toutes les informations  
sur le Système des Nations Unies  
à Madagascar

et découvrez nos réalisations

[www.mg.one.un.org](http://www.mg.one.un.org)

**Nous sommes aussi sur Twitter**

Suivez @MG\_One\_UN

et joignez-vous à la conversation!



Ainsi, à l'issue de ces deux jours de conclave, les membres de l'Equipe-pays des Nations Unies ont convenu de renforcer la cohérence et la synergie de ses actions au cours de cette année 2017, dans le but d'arriver à des impacts tangibles permettant un réel changement des conditions de vie et du bien-être des populations, en utilisant les ressources disponibles. Une mobilisation conjointe de ressources s'avère également nécessaire dans des domaines de convergence afin d'augmenter l'impact des actions.

"Les préoccupations dans le Sud, touché par la sécheresse et en subissant les conséquences humanitaires, restent au cœur de notre engagement. Le plan de résilience qui a été élaboré avec l'appui du Système des Nations Unies reste une boussole qui guide nos interventions en faveur de la résilience et du développement des régions du Sud" a déclaré Madame Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, dans son discours de clôture. Elle a également souligné que les résolutions prises dans le cadre de la retraite seront mises en œuvre pour le bien du pays.

Concernant les Objectifs de développement durable (ODD), l'agenda 2030 du développement durable, auquel Madagascar est partie prenante, reste le pacte fort de la communauté internationale et nécessite un engagement essentiel en 2017 pour transformer en succès les débuts encourageants du pays vers la réalisation desdits objectifs. Dans l'optique d'avoir de meilleurs résultats, le SNU poursuivra la mise en œuvre progressive de l'approche « Unis dans l'action ».

Enfin, la retraite a aussi permis de mieux appréhender les réalités et les priorités de la Région Anôsy, qui figure parmi les zones économiques spéciales annoncées par le Président de la République. A cet égard, suite à la rencontre avec l'équipe de la Région Anôsy, dirigée par le Chef de Région, dans la soirée du mardi 17 janvier, des pistes de renforcement de l'appui du Système des Nations Unies dans la Région ont pu être identifiées. ■



Les membres de l'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar (photo : BCR Madagascar)

# SIGNATURE DES PLANS DE TRAVAIL CONJOINTS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR ET LE SYSTEME DES NATIONS UNIES



Le Ministre de la santé publique, le Ministre de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et le Secrétaire général du Ministère de l'économie et du plan posant avec le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et les Représentants de l'UNFPA, de l'UNICEF, de l'OMS et de l'ONUSIDA.

La cérémonie de signature des Plans de travail conjoints entre le Gouvernement et le Système des Nations Unies (SNU), pour les volets « Santé » et « Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) », s'est déroulée le 6 mars 2017.

Le Plan de travail conjoint du volet « Santé » découle de la politique nationale de santé et contribue à la mise en œuvre des objectifs du plan de développement de secteur santé (PDSS) 2015-2019. Pour 2017, ce plan requiert un montant de 27.974.745 USD pour faire face aux défis à relever en matière de santé, sur lesquels 17.895.345 USD sont disponibles. Les actions du SNU en appui au Gouvernement pour ce volet de développement sont centrées sur : l'appui à la formulation des principaux cadres programmatiques de développement à moyen et long terme du secteur ; un accent particulier par rapport aux objectifs de réduction de la mortalité maternelle néonatale et infantile ; la mise en œuvre des stratégies appropriées pour assurer le renforcement d'un système de santé intégré et le contrôle des principales maladies transmissibles comme la tuberculose et le paludisme ainsi que l'amélioration de l'accès universel au traitement ARV dans les régions ciblées ; l'intensification des activités de réponses sanitaires à la crise alimentaire et nutritionnelle dans le grand Sud. Le déve-

loppement de la couverture santé universelle (CSU) en tant que réforme à mettre en place pour cheminer vers l'accès aux soins de l'ensemble de la population y est également mentionné.

En ce qui concerne le volet WASH, la contribution du Système des Nations Unies est basée sur les résultats des différentes recherches et études menées en 2013-2015, combinées avec la capitalisation des bonnes pratiques sur le terrain. Les cinq résultats attendus pour l'année 2017 sont : (i) un meilleur engagement politique et une meilleure capacité à légiférer, planifier, budgétiser, coordonner, mettre en œuvre, suivre et évaluer les interventions WASH mises à l'échelle au niveau national et régional ; (ii) l'utilisation d'eau saine et la pratique du lavage des mains avec du savon par les enfants et les familles au niveau des institutions communautaires ciblées renforcées à travers la promotion des bonnes manières d'hygiène et le développement des infrastructures ; (iii) la demande des communautés ciblées pour un accès durable à des sources d'eau potable est en augmentation et satisfaite ;

Lire la suite à la page 4

Suite de la page 3

(iv) toutes les communautés cibles éradiquent la défécation à l'air libre et utilisent des installations sanitaires améliorées en combinaison avec des pratiques d'hygiène appropriées, et (v) les populations affectées par les urgences ont accès à l'eau, à des installations sanitaires améliorées et aux pratiques d'hygiène appropriées.

Pour 2017, les ressources financières nécessaires pour le volet WASH s'élèvent à 13 120 000 USD.

Signalons également que le Plan de travail conjoint 2017 du Ministère de l'économie et du plan (MEP), appuyé respectivement par l'UNFPA et le PNUD, a été signé le 6 février dernier. Ce plan de travail conjoint, d'un montant total de 2.341.000 USD, s'articule autour des produits suivants : les autorités nationales sont mieux outillées en formulation et mise en œuvre des politiques et stratégies au niveau national, local et sectoriel en tenant compte des priorités nationales et des Objectifs de développement durable (ODD) ; le Ministère de l'économie et du plan et ses structures déconcentrées disposent des capacités améliorées de suivi et de coordination des programmes de développement au niveau national, local et sectoriel ; la transformation structurelle, le renforcement des capacités productives durables et la bonne gouvernance environnementale sont effectives et favorisent la création des emplois et des moyens de subsistance au profit des populations pauvres ou vulnérables, surtout les femmes et les jeunes. Un quatrième produit a été inscrit dans le plan de travail conjoint qui est relatif à la coordination, gestion de différentes interventions prévues.



Echange de parapheurs entre le Ministre de l'économie et du plan, le Représentant de l'UNFPA et la Représentante résidente adjointe du PNUD. (photo : PNUD)

Rappelons que ces plans de travail conjoints constituent la contribution collective de l'ensemble du Système des Nations Unies pour répondre aux défis posés dans les secteurs énoncés. L'élaboration de plans de travail conjoints est une étape importante dans la marche vers l'initiative « Delivering as One, (DaO) » ou « Unis dans l'action », à laquelle Madagascar a officiellement adhéré en avril 2015. Le DaO est une approche ayant pour objectif ultime d'avoir de meilleurs résultats des interventions accompagnées par les agences des Nations Unies, à travers une meilleure division de travail et une meilleure complémentarité dans les actions. ■

## VISITES A MADAGASCAR DES AGENCES NON-RESIDENTES

Deux missions du bureau régional du **Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)** à Pretoria ont séjourné à Madagascar entre le 13 et le 27 janvier 2017. La première mission de Mme Charlotte Ridung, Chargée principale des Opérations, avait pour objectifs de (i) promouvoir la Conférence des îles de l'Océan Indien qui se tiendra cette année 2017, (ii) poursuivre le plaidoyer auprès des autorités malgaches sur la résolution de la situation d'apatridie actuelle, (iii) rencontrer les partenaires nationaux et internationaux impliqués dans le recensement général de la population, envisagé pour 2018. La seconde mission, composée de Mmes Anna Leer, Senior Regional Community Services Officer, et Line Astrom, Senior Regional Livelihoods Officer, avait pour objectifs de (i) collecter des informations sur les services, assistance et opportunités à la disposition des nationaux et sur l'accès des réfugiés et chercheurs d'asile à ces services et assistance, et (ii) d'établir les profils individuels des réfugiés et chercheurs d'asile (situation socioéconomique, capacités, vulnérabilité).



Mme Charlotte Ridung (2<sup>ème</sup> à partir de la gauche) rend une visite de courtoisie et de travail auprès du Premier Ministre (au milieu), accompagnée du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya (2<sup>ème</sup> à partir de la droite) (photo : CINU)

Madagascar a également accueilli, du 14 au 17 mars 2017, le Directeur de la Division Afrique de l'**Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA)**, M. Shaukat Abdulrazak, venu assister à la célébration du 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'AIEA à Madagascar, en réponse à l'invitation du gouvernement malgache. Cette visite a été mise à profit par M. Abdulrazak pour poursuivre les échanges déjà initiés sur l'appui de l'AIEA à Madagascar dans le domaine de la lutte contre le cancer.



M. Shaukat Abdulrazak (à gauche), en compagnie du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, du Directeur général de l'INSTN et du Représentant de la FAO (photo : CINU)

## VISITES A MADAGASCAR DES AGENCES NON-RESIDENTES (suite)

Une délégation du siège de l'UNESCO à Paris a également séjourné à Madagascar du 6 au 10 mars derniers, dans le cadre du lancement du programme de renforcement des capacités dans le domaine de l'Education, volet Système d'information (CapED/ Pilote) à Madagascar, et de la supervision de tous les projets en cours dans le domaine de la formation professionnelle. La délégation était composée de Mme Astrid Gillet, Chef de section à l'Unité pour le développement des capacités et l'appui hors Siège, M. Marc Bernal, conseiller régional d'Afrique de l'Institut des statistiques de l'UNESCO, et de Mme Guiol Hélène, Spécialiste de programme à la Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences. ■



Rencontre entre la délégation du siège de l'UNESCO et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (au centre). (photo : BCR)

## RETRAITE ANNUELLE DU GROUPE DE COMMUNICATION (UNCG) 11-12 JANVIER 2017, AMPEFY

Pour mieux accompagner les priorités du Système des Nations Unies en 2017 et afin de mesurer les efforts à fournir et les défis à relever par les membres l'UN Communication Group (UNCG) au cours de cette année, le groupe a organisé sa retraite annuelle à Ampefy, les 11 et 12 janvier 2017. Cette retraite d'une journée et demie a été le cadre d'échanges et de discussions constructifs entre les membres, qui ont pu ainsi convenir des résultats clés de l'UNCG pour 2017 et ébaucher le plan de travail annuel du groupe, en conformité aux axes stratégiques de la stratégie de communication pour la période 2015-2019.

Une séance de renforcement des capacités techniques en matière de prise de vue numérique (photo et vidéo) était également au programme de la retraite, l'objectif étant de permettre aux membres de l'UNCG de maîtriser l'utilisation des appareils photo numériques pour les situations courantes de prise de vue. Il s'agit de la première de la série de renforcement de capacités figurant dans le plan de travail annuel de l'UNCG, touchant l'utilisation des réseaux sociaux, l'écriture journalistique, la conception d'outils de communication pour la mobilisation de ressources, etc. ■



Photo de famille des membres de l'UNCG

## CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME, 8 MARS 2017



Le Président de la République inaugure la bibliothèque et centre multimédia d'Antanimbarinandriana, à l'initiative de la Première Dame de la République, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme 2017.

« Le seul moyen de protéger les droits des femmes et des filles et de leur permettre de s'épanouir pleinement, c'est de les autonomiser » selon António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans son message à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2017.

La Journée internationale de la femme est l'occasion de dresser le bilan des progrès réalisés, d'appeler à des changements et de célébrer les actes de courage et de détermination accomplis par les femmes ordinaires qui ont joué un rôle extraordinaire dans l'histoire de leur pays et de leur communauté.

Le Système des Nations Unies a participé à la campagne sur les ODD à l'occasion de la célébration de la Journée de la femme, à travers un salon organisé par le Ministère de la population pendant deux jours au Palais de la Culture et des Sports. Plus de 3000 visiteurs ont été enregistrés au cours de ces deux jours. Des femmes issues 22 régions de Madagascar ont présenté les spécificités de leur région tandis que les entités gouvernementales et les organismes internationaux ont fait des sensibilisations sur les droits des femmes et la santé de reproduction.

Le concours national de projets sur l'autonomisation économique des femmes « Vehivavy mizaka tena ara-toekarena » a

également marqué la célébration cette année. Parmi les 578 dossiers reçus, le projet de pépinière d'arbres de l'association Ampela Miray Asa Androy (AMAA) a remporté la victoire et le prix de 20.000.000 Ar. Ce projet prévoit, entre autres, de planter des arbres brise-vent tels que les acacias à l'entrée d'Ambovombe afin de lutter contre les poussières de vent accablant depuis toujours cette commune. Par ailleurs, l'UNFPA a remis un chèque de trois millions d'Ariary pour assurer le suivi de la mise en œuvre des autres projets méritants. Notons que le PNUD, l'UNFPA et CINU font partie des membres du jury à ce concours.

L'inauguration de la bibliothèque et centre multimédia d'Antanimbarinandriana, qui fait partie des activités de célébration, n'a pu avoir lieu que le 15 mars 2017. Le SNU était présent aux côtés du Président de la République à l'inauguration. Les rayons de la bibliothèque étaient garnis d'ouvrage sur les agences des Nations Unies; par ailleurs, des calendriers sur les Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que des posters sur la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été également offerts à l'EPP d'Antanimbarinandriana pour orner les salle des classe ainsi que la nouvelle bibliothèque. ■

# ACTIVITES SAILLANTES DURANT LE 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2017

## BUREAU DE COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)



Le Président de la République de Madagascar avec la délégation du Système des Nations Unies conduite par Mme Violette Kakyomya, Coordonnateur résident, font le constat des dégâts causés par le cyclone Enawo à Antalaha. (photo : PNUD Madagascar)

### Réponse au cyclone Enawo

Le passage du cyclone Enawo a marqué le dernier mois du premier trimestre de 2017. Ce cyclone a affecté presque la moitié du pays (58 districts sur 119) en laissant 434.000 personnes affectées, 81 décès humains, 18 autres personnes disparues, et 247.219 personnes déplacées en nombre cumulé.

Les dégâts sur les infrastructures et sur l'agriculture, malgré qu'ils soient limités si l'on considère la puissance de Enawo, ne sont pas négligeables : plus de 1.300 puits polluant l'eau, plus de 250 infrastructures d'eau (puits, pompes manuelles, systèmes d'eau) endommagés, 1.800 salles de classe complètement détruites et 1.500 autres partiellement détruites, laissant plus de 100.000 enfants privés d'infrastructures scolaires, et 104 formations sanitaires endommagées dont 16 totalement détruites).

Le Système des Nations Unies a été présent dans les districts les plus affectés dès le premier jour d'après Enawo, afin de constater visuellement les dégâts et remettre une dotation en nature au Gouvernement pour un montant d'environ 3 millions USD.

Le Coordonnateur résident a appuyé les efforts de mobilisation des ressources. Une équipe UNDAC (Equipe de coordination et d'évaluation des désastres des Nations Unies) a été déployée en un temps record pour apporter un appui dans la coordination et les évaluations.

Le 15 mars 2017, le Système des Nations Unies (SNU) a fait une remise de dons au gouvernement, destinés aux sinistrés du cyclone Enawo, une initiative s'inscrivant dans le cadre des réponses communes du SNU au cyclone qui a causé des dégâts et pertes importants le long de sa trajectoire du Nord-Est au Sud-Est du pays, en passant par la Capitale. Le montant total des dons remis au gouvernement par le SNU s'élève à 3 millions USD. Ces dons sont composés de médicaments, de trousseaux sanitaires d'urgence, de vivres, d'articles humanitaires ainsi que de fournitures et du matériel pour les opérations de secours venant des agences du Système des Nations Unies dont l'UNICEF, la FAO, le PAM, l'OMS et l'UNFPA.



Remise de dons du SNU aux sinistrés du cyclone Enawo, à la Primature, le 15 mars 2017 (photo : CINU)

Un « Flash Appeal » a également été développé rapidement après la déclaration d'une situation de sinistre nationale et l'appel à l'aide internationale faite par le Gouvernement. Ce Flash Appeal, d'un montant de 20,1 millions USD et ciblant 250.000 personnes, a été lancé officiellement au niveau du pays en présence du Vice-Ministre des Affaires étrangères, puis au niveau New York sous la présidence du Sous-Secrétaire Général des Nations Unies aux Affaires Humanitaires et Coordonnateur des Secours d'Urgence et en présence du Premier Ministre Chef du Gouvernement de Madagascar.

Suite au lancement du Flash Appeal, le fonds CERF (ou Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies) va débloquer 5 millions USD pour répondre aux besoins les plus urgents dans les districts les plus affectés dans le nord-est et 3,550 millions USD vont être alloués par les autres donateurs à savoir la BAD, l'Union Européenne/ECHO, la République de Corée, et la Banque mondiale.



Lancement du Flash Appeal au Ministère des Affaires étrangères, le 23 mars 2017 (photo : CINU)

Les réponses humanitaires post-Enawo sont planifiées pour trois mois dans un premier temps, mais le Flash Appeal est prévu être révisé dans 1,5 mois et le Bureau du Coordonnateur résident continuera à leader les efforts de mobilisation des ressources, supporter la coordination des réponses, la gestion de l'information et le rapportage.



Le Premier Ministre, entouré de six membres du gouvernement, participe par téléconférence au lancement du Flash Appeal au siège de l'ONU à New York, conjointement avec le Sous-Secrétaire Général des Nations Unies aux Affaires Humanitaires et Coordonnateur des Secours d'Urgence et S.E.M. le Représentant

## Réponse à la sécheresse

La coordination de la réponse à la sécheresse a continué pendant le premier trimestre 2017.

L'Equipe humanitaire pays s'est réuni mensuellement, le Bureau du Coordonnateur résident (BCR), particulièrement l'équipe de l'OCHA, a produit mensuellement les rapports de situation et a assumé le lead dans les efforts de mobilisation des ressources. En effet, un financement total de 8,095 millions USD a été approuvé de la part du fonds CERF et du Gouvernement japonais en vue de soutenir cette réponse à la sécheresse.

Une visite conjointe dans le Grand sud avait été planifiée en début mars pour le suivi de cette réponse et le lancement de ces projets conjoints mais a dû être annulée à cause du passage du cyclone Enawo.

Par ailleurs, le BCR a contribué à la facilitation des réunions du Groupe de dialogue stratégique (GDS) restreint et du GDS élargi, dans l'objectif de clarifier le cadre de coordination des actions relatives aux urgences, à la protection sociale, au relèvement précoce et au développement dans le Grand-sud du pays. ■



# CENTRE D'INFORMATION DES NATIONS UNIES (CINU)

## Les jeunes membres des « Clubs pour l'ONU » s'engagent pour réduire les inégalités

Les inégalités se traduisent à travers l'ethnie, la couleur la peau, la différence de classe sociale, la différence de sexe, etc. selon les jeunes étudiants membres du Club pour l'ONU(CPO). Ces derniers se sont ainsi engagés à réduire les inégalités et à œuvrer pour la paix lors de l'atelier organisé par le Centre d'Information des Nations Unies (CINU) à l'occasion de la Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste.

En dehors de la lecture du message du Secrétaire-général de l'ONU, un film documentaire intitulé « Path to Nazi Genocide », un film qui raconte la montée du pouvoir nazi en Allemagne, son idéologie raciste, la propagande et la persécution des Juifs et autres victimes pendant la Seconde Guerre mondiale, a été projeté. La projection a été suivie d'une série de questions et ceux qui ont donné les bonnes réponses se sont vus remettre des prix. Les étudiants ont également eu l'opportunité d'exprimer leurs points de vue sur l'holocauste à travers la poésie, des dessins et des slams. Chaque mercredi durant le mois de février, d'autres ciné-débats ont été programmés pour les lycéens et les étudiants incluant la projection du long métrage « La Dame en or ». Une exposition sur l'holocauste ayant pour thème « Le règne de la tromperie : le pouvoir de la propagande nazie » a été aussi ouverte au public dans les locaux du CINU. Enfin, un atelier éducatif pour les lycéens a été organisé le mercredi 1<sup>er</sup> février 2017. ■



L'exposition sur l'holocauste organisé par le CINU a suscité l'intérêt d'un jeune public (photo : CINU)

## Campagne sur les ODD

Le mardi 7 février, le CINU a organisé une conférence sur l'ONU à l'université privée ESTIIM, dans le cadre de la campagne éducative UN4U et de la campagne sur les ODD. C'était l'occasion de promouvoir les ODD auprès des étudiants en droit et en diplomatie. En effet, la plupart d'entre

eux aspirent à une carrière de l'ONU après les présentations.

## Forum des métiers

Toujours dans le cadre de l'appui aux étudiants, le CINU Antananarivo a participé au forum des métiers organisé par l'IEP (Institut d'études politiques) au cours duquel le CINU a présenté les offres de stages et les opportunités d'emploi au sein du système des Nations Unies. Le conseiller aux droits de l'homme, M. Omer Kalameu, en tant que membre du panel, a également présenté les actions de l'ONU en faveur des droits de l'homme et du développement.



Les jeunes s'intéressent aux actions menées par les Nations Unies en faveur des droits de l'homme et du développement (photo : CINU)

## Formation sur le leadership

Le mardi 14 février, le CINU a organisé une séance de formation sur le leadership aux étudiants de l'université ESTIIM, au cours de laquelle une présentation sur les bases du leadership et sur les fondamentaux de la communication a été faite. L'assistance était composée de membres de bureau des associations et de présidents de clubs. La présentation a été suivie d'exercices pratiques. ■



Formation sur les bases du leadership à l'intention des étudiants de l'ESTIIM (photo : CINU)

## BUREAU DU HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)

Une rencontre tripartite entre le Président de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) nouvellement créé et le HCDH s'est tenue le 1<sup>er</sup> mars 2017 pour faire le point sur le soutien requis pour l'opérationnalisation effective de la Commission. Le Président de la HCC s'est engagé à soutenir la CNIDH dans la révision de la loi portant sur sa création afin d'intégrer dans le mandat de cette dernière le rôle du mécanisme national de prévention de la torture. ■



D'autre part, suite à la rencontre entre le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Pape Francois, au Vatican en décembre 2016, le Conseiller aux droits de l'homme, Omer Kalameu, a été reçu par le Nonce Apostolique, Mgr. Paolo Rocco Gualtieri, en vue d'étudier les possibilités d'une coopération plus étroite dans le domaine des droits de l'homme à Madagascar. Au cours de cette rencontre, M. Kalameu a brossé la situation sécuritaire, politique et des droits de l'homme du pays. Le Nonce Apostolique a exprimé son intérêt pour un partenariat avec le HCDH sur certaines questions thématiques relatives aux droits de l'homme, y compris l'accès à l'éducation, à la santé, et à la terre, l'éducation aux droits de l'homme, la détention et les conditions judiciaires des détenus, les droits de la femme et de l'enfant, et les droits de l'homme dans l'exploitation des ressources naturelles. ■



Toujours à Antananarivo, dans le cadre de la réunion mensuelle du Groupe de travail sur les droits de l'homme avec la communauté des bailleurs, le 16 mars 2017, le HCDH a fait une présentation sur la situation des droits de l'homme, sécuritaire, humanitaire et politique à Madagascar. La communauté diplomatique, incluant le Coordonnateur résident et les membres de l'Equipe-pays des Nations Unies, a apporté sa contribution au processus d'orientation stratégique du HCDH pour la période 2018-2021, en identifiant 8 priorités stratégiques nationales majeures. ■



Le Ministère des mines, le Centre de recherches et d'appui pour les alternatives de développement - Océan Indien (CRAAD-OI) et le HCDH ont organisé un atelier de deux jours, les 27 et 28 mars 2017, sur le projet de *Charte tripartite pour le développement durable et le respect des droits de l'homme dans le cadre des investissements privés à Madagascar* en vue de l'adoption des dispositions relatives aux responsabilités et obligations de l'État dans ce cadre. Une trentaine de participants incluant 17 femmes représentant le Parlement, tous les ministères concernés, ainsi que des organisations de la société civile (OSC), y compris les syndicats, ont pris part à l'atelier. A l'issue de l'atelier, la recommandation adoptée de manière inclusive par les participants concerne l'intégration de la Charte dans le processus de révision du code minier. Cette étape importante conduira à l'adoption des dispositions relatives au secteur privé avant la validation finale et l'adoption de la Charte tripartite en juin 2017 par toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, le secteur privé ainsi que les communautés locales et les OSC. ■



Lire la suite à la page 10

Suite de la page 9

En partenariat avec le Centre de recherches et d'appui pour les alternatives de développement - Océan Indien (CRAAD-OI), le HCDH a organisé du 11 au 13 avril 2017 à Mananjary (à 600 km au sud de la capitale Antananarivo), un atelier de 3 jours sur les techniques de monitoring et d'établissement de rapports relatifs aux droits de l'homme, au profit des 31 membres de la branche régionale de l'Observatoire ESCR, dont 10 sont des femmes. Cet atelier visait à renforcer les connaissances des organisations de la société civiles et des associations communautaires sur les normes et principes ainsi que sur le monitoring des droits de l'homme, qui sont essentielles pour connaître et faire valoir leurs droits. À leur demande, une session spéciale sur les mêmes thèmes a également été organisée pour 20 chefs traditionnels de la municipalité rurale d'Ambaladara (60 km à l'ouest de Mananjary) le 14 avril 2017. Les citoyens de cette localité sont actuellement victimes des conséquences néfastes des activités minières d'une société aurifère, qui évacue du mercure dans les rivières, causant ainsi la pollution des eaux. ■



## Qui sommes-nous à la Coordination?

**Mme Violette Kakyomya**  
Coordonnateur résident

**Mme Hasina Rakotondrazafy**  
Spécialiste en Coordination

**Mme Oana Mihai**  
Coordonnatrice du Fonds pour la consolidation de la paix

**Mme Zoé Rasoaniaina**  
Chargée d'information

**Mme Janie Ramarosandratana**  
Associée à la Coordination

**Mme Sandra Rajerison**  
Executive Assistant

**M. Omer Kalameu**  
Conseiller aux droits de l'homme

**M. El Hadji Fall**  
Conseiller économique

**M. Abdoulaye Barry**  
Conseiller en sécurité

**M. Nirina Haja Andrianjaka**  
Spécialiste en Suivi et Evaluation

**M. Rija Rakotoson**  
Spécialiste aux affaires humanitaires

Consultez notre site web  
pour toutes les informations  
sur le Système des Nations Unies à Madagascar  
et pour découvrir nos réalisations

[www.mg.one.un.org](http://www.mg.one.un.org)